

M. BRIAND ET SES COLLABORATEURS  
SONT FELICITES PAR M. ALEXANDRE  
MILLERAND POUR LES RESULTATS  
DE LA CONFERENCE DE PARIS

\* L'ALLEMAGNE FORMULERA DES CONTRE-PROPOSITIONS AUX DECISIONS DE L'ENTENTE \*

# EXCELSIOR

12<sup>e</sup> Année. — N° 3.705. — PUBL. SOUS LE DÉCRET DE 1868. — 20 cent.  
Pierre Laffitte, fondateur. — Imprimé à Paris, 8<sup>e</sup> Rue de l'Observatoire. — Papier vélin. — 25 cent.  
Tirage : 30.000. — Adr. : 10, Rue d'Haussmann. — Paris.

\* Le plus court croquis n'en dit plus long qu'un long rapport. \* — NAPOLEON  
Télé. : Gare 02-73-02-73-15-00 — Adr. Tel. : Ecole-Pont. — 10, Rue d'Hastings. — Paris.

MERCREDI  
2  
FEVRIER  
1921

L'araignée n'em-  
ploie sa force que  
contre les faibles  
insectes.  
ROJAS.

## LE MARÉCHAL PILSUDSKI ARRIVERA DEMAIN MATIN A PARIS



PRINCE SAPIEHA  
ministre des Affaires étrangères



PENDANT LA RETRAITE D'AOUT DERNIER : LE MARÉCHAL SUIT LES OPERATIONS  
SUR LA CARTE AVEC UN OFFICIER DE SON ÉTAT-MAJOR



LE MARÉCHAL DÉCORÉ DES OFFICIERS  
FRANÇAIS. AU 1<sup>er</sup> PLAN, LE G<sup>ME</sup> HENRYS



GENERAL SOSNKOWSKI  
ministre de la Guerre



LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS INTER-  
ROGEANT UN VOLONTAIRE DE 13 ANS



LE MARÉCHAL PILSUDSKI (1) ET LE GÉNÉRAL ROZWADOWSKI (2), CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL, PASSANT EN REVUE LES TROUPES DE VARSOVIE

Le maréchal Piłsudski arrivera à Paris demain matin. Le chef de l'État polonais sera accompagné du prince Sapieha, ministre des Affaires étrangères; du général Rozwadowski, chef d'état-major général, et du général Sosnkowski, ministre de la Guerre. Samedi, le maréchal assistera à deux réceptions solen-

nelles organisées, à l'Hôtel de Ville, par la municipalité de Paris, et à la Sorbonne, par l'Union des grandes associations françaises. M. Poincaré présidera cette seconde cérémonie. Notre hôte consacrera la dernière journée de son séjour à une visite aux champs de bataille en compagnie du maréchal Foch.



**QUATRE COMMUNISTES  
SONT INCOLPES DE COMPLÔT  
CONTRE LA SURETÉ DE L'ÉTAT**

*Les dix autres seront expulsés au  
jour-d'hui même du territoire  
français.*

A la suite d'une nouvelle conférence, tenue hier au Palais, entre MM. Léonard, Schaeffer, Durieu et Durinx, il a été décidé que quatre parmi les communistes arrêtés dimanche dernier seraient maintenus sous incarcération de crise contre la sécurité intérieure de l'Etat et inférables à la loi du 22 juillet 1920 réglementant les meutes ouvrières.

Ces quatre individus sont :

1<sup>e</sup> Louis Koen, ex-Rép. représentant du commerce, résidant à Paris 4<sup>e</sup>, rue Bergère;

2<sup>e</sup> Georges Vauquelin, écrivain et journaliste;

3<sup>e</sup> Victor Kostomarov, étudiant en droit;

4<sup>e</sup> André Darras, député, résidant à Aniche 26, rue Mala-

dois.

Tous ont été immédiatement déférés à M. Durieu, juge d'instruction, qui a procédé à leur interrogaition d'abord et leur a fait l'inculpation dont ils étaient l'objet.

Tous les quatre ont été écroués à la Santé.

En ce qui concerne les dix autres citoyens gardés à la disposition de la justice, ils

# DERNIÈRE HEURE

## L'ALLEMAGNE ET LES RÉPARATIONS

### LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SE REFUSE A NÉGOCIER SUR LA BASE DES DÉCISIONS ARRÊTÉES PAR LA CONFÉRENCE DE PARIS

*Le ministre des Affaires étrangères du Reich, M. von Simons, déclare à la tribune du Reichstag que l'Allemagne va formuler des contre-propositions.*

**La presse germanique, y compris les journaux d'extrême gauche, estime que Berlin doit opposer un veto formel aux décisions des Alliés sur la question des réparations.**

Berlin, 1<sup>er</sup> février. — Les réunions d'aujourd'hui au Reichstag avec autres anciens ministres ont été courtes mais très serrées. Les hommes sont plâtrés : tous les ministres sont présents.

A 4 h. 30, le secrétaire général et M. Simons, ministre des Affaires étrangères, donna l'heure de la sécession au vice-chancelier. Après un court exposé historique, le ministre, le plus vaste expert de l'industrie, prononcé par les représentants de la France et de l'Angleterre, et parfois le gouvernement lui-même, de ses prépositions, a formulé ses propres idées pour les négociations de la paix. Ses propositions sont tout à fait différentes de celles qu'il a soumises au Comité des deux chambres.

Le Freie Volks estime que le gouvernement allemand doit opposer un veto formel aux décisions des Alliés sur la question des réparations.

**L'opinion des socialistes majoritaires**

Le Vorwärts déclare que le dernier mot n'a pas encore été dit dans la question des réparations à payer par l'Allemagne.

« Nous ne pourrons pas être forcés à Londres de signer une nouvelle convention à la manière de Spa. Ainsi le gouvernement allemand n'acceptera pas les propositions de Paris, car l'Allemagne n'y a pas personnellement consenti ces accords. L'Entente devra reconnaître un engagement consenti, cet engagement ayant plus arrêté à la France qui devra se conformer à l'ordre des ordres et si on ne trouve pas à Londres pas autre base de négociation. »

La social-démocratie fait ressortir le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

Le Vorwärts essaie de démontrer que les institutions de Paris dépassent un certain nombre de droits que le traité de Versailles conférait aux Alliés.

**La question du désarmement**

BERLIN, 1<sup>er</sup> février. — Après le premier moment de surprise passé, la question du désarmement commence à apparaître dans quelques journaux, non socialistes, comme la question de la désarmement.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« En déjà dit qu'il s'agit de proposer des accords, on n'a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'apprécier de progrès. On nous a fait savoir en même temps que les négociations allemandes seraient levées à ce renouvellement à Londres, avec nos dérogations aux gouvernements allemands. »

Fait très souvent attendre la finition de la sentence, le chiffre élevé de la somme demandée, la longueur de la période prévue de garanties, deux ans, et le point de départ qui se fixe à Versailles.

M. Simons rappelle ensuite les sanctions prévues par les Alliés et décide qu'on ne peut les prendre au sérieux. Il estime que ces sanctions ne se rapportent pas à la question du désarmement. Le ministre arrive enfin au passage essentiel de la déclaration gouvernementale.

« Nous devons faire l'



## POUR SECOURIR LA POLOGNE

## Un comité franco-américain

Un comité franco-américain de secours à la Pologne, constitué à Paris, a pour but d'apporter une aide immédiate aux enfants, femmes, vieillards, de ce voisin et malheureux pays qui se trouvent actuellement dans la plus amère misère.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant chacun 5.000 francs. Les offrandes sont reçues par le secrétaire, M. le due de Vaudreuil, à la banque Morgan-Har-

ris, 14, place Vendôme.

En outre, il voudra organiser, au théâtre Sarah-Bernhardt, un grand rassemblement, une grande vente artistique qui sera donnée dans les premiers jours de mars. Pour cette partie, il a déjà obtenu la concorde de Mme Sarah Bernhardt, de M. Lucien Guérin, de M. Sacha Guitry et de Mme Yvonne Printemps.

Le programme sera publié ultérieurement.

Le Comité franco-américain de secours à la Pologne a son siège à Paris, 9, rue Vergniaud (17<sup>e</sup>), téléphone Wagran 38-53, où l'on peut s'adresser pour tous renseignements complémentaires.

## Une protestation des propriétaires

Une dérogation des associations de propriétaires, venant de tous les points de la France, est répétée à Paris, le 1<sup>er</sup> février, à l'Assemblée nationale.

Elle a été déposée par le mariage du capitaine-chef-médecin Charles Cluny avec Mme Marie-Jeanne Boët.

— Aujourd'hui, au théâtre des Variétés, à 13 h. 30, épreuve définitive du grand concours de coquetterie, organisé par Coquerette.

— Ce soir, à la salle Gaveau, traditionnel concert donné par le virtuose violoniste Georges Hirsch, qui interprétera Mozart, Ravel, Schumann et Mendelssohn-Bartholdy.

**BRICHANTAU.**

## COURS ET CONFERENCES

Université des Assises, 51, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>. — Anglais, 1<sup>er</sup>, 2<sup>me</sup>, 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> années. — L'Affaire Chiqu-Mars, conférence par M. Henri Bertrand.

Société des Conférences, 184, boulevard Saint-Germain. — Aujourd'hui mercredi 2 février, à 9 h. 30, le général Delachaux : « Naissances et naissances », Mme Georges Chouet.

— La répétition générale de Nelly, à la Gaîté-Lyrique, est reportée au vendredi 13 février, à 20 h., pour raisons représentatives.

— Hier, a été déclaré le mariage du capitaine-chef-médecin Charles Cluny avec Mme Marie-Jeanne Boët.

— Aujourd'hui, au théâtre des Variétés, à 13 h. 30, épreuve définitive du grand concours de coquetterie, organisé par Coquerette.

— Ce soir, à la salle Gaveau, traditionnel concert donné par le virtuose violoniste Georges Hirsch, qui interprétera Mozart, Ravel, Schumann et Mendelssohn-Bartholdy.

**CINÉMA, DANSEURS ET DIVES**

Mardi 2, 20 h. 30, *Cœurs brûlants* (Pathé). Jeudi 4, 20 h. 30, *La danseuse* (Pathé). Vendredi 5, 20 h. 30, *Le Danseur* (Pathé). Samedi 6, 20 h. 30, *Le Danseur* (Pathé). Dimanche 7, 20 h. 30, *Le Danseur* (Pathé).

**CAPUCINES**

Tous les soirs à 9 h.

**LE SCANDALE de DEAUVILLE**

de M. R. DEVAL, BERTHEZ, etc.

Marguerite DEVAL, BERTHEZ, etc.

**LA SAISON DU GYMNASIUM**

Dernières à la Rafaïc

M. Henry Bernat, qui sera fait du sanctuaire de la préparation physique à deux mois, a été élu avec M. Victor Salverda qui animera l'exploitation artistique du Gymnase jusqu'au 31 mai prochain.

Cette exploitation partira de la dernière représentation de la Rafaïc, qui terminera sa gloire samedi le 20 mai au matin.

L'œuvre illustrée de M. Henry Bernat aura été jouée 200 fois cette saison, avec des retombées magnifiques, devant des salles entièrement combées.

Son retour au théâtre entraînera avec lui une représentation à Paris.

Les administratives interpellées, Mme Simon, Sogard, Grébillat, Mme Harry, Alcover, Numis, confirment de participer à ce triomphe.

**LES RAISONS D'UN SUCCÈS**

Très souvent le succès ne s'explique pas le succès qui comporte une pièce dont la veuve prend tout à coup de grandes proportions sans raison bien précise. Quelques exemplaires jaillissent de l'oubli et deviennent des succès immortels, tel est, par exemple, le rôle de la Comtesse de Vaux à l'Opéra, dont tout le monde admet sans conteste la simplicité merveilleuse, l'originalité et la puissance d'amusement.

Le succès de la Rafaïc a été d'autant plus étonnant que l'œuvre fut créée à Paris.

Cette exploitation partira de la dernière représentation de la Rafaïc, qui terminera sa gloire samedi le 20 mai au matin.

L'œuvre illustrée de M. Henry Bernat aura été jouée 200 fois cette saison, avec des retombées magnifiques, devant des salles entièrement combées.

Son retour au théâtre entraînera avec lui une représentation à Paris.

Les administratives interpellées, Mme Simon, Sogard, Grébillat, Mme Harry, Alcover, Numis, confirment de participer à ce triomphe.

**THE MARTINI**

**L'ATLANTIDE**

Le résultat de l'Atlantide est devenu mondiale. De tous côtés, les offres des plus prestigieux éditeurs de l'Amérique ont été déclinées à priori par le curieux et déroutant complot que M. Pierre Benoit a tissé du début au bout. M. Pierre Benoit, aussi fier qu'il bien se sait d'être, pour voir le prodigeux spectacle de M. Pierre Marigny, doit en peu plus dormir tranquille que dix représentations.

**LA POTINIERE** (7, r. Louis-le-Grand). — A 4 h. 30, Mme Monta (danseuse), Mme Simone Judic (danseuse) : la Guerre en pantomime (comique), avec Galpion et Sac Goldstein.

**UN COMPLÔT**

Il n'est pas que les communautés juives de nos deux îles, à Paris et à Lyon, dirigent des complôts. Au contraire, il y a ceux que les Partisans viennent à recruter, c'est-à-dire qu'en échange d'une aide financière, ils leur demandent de faire du travail pour eux. C'est ce qu'a fait le Comte de Vaux à l'Opéra, dont tout le monde admet sans conteste la simplicité merveilleuse, l'originalité et la puissance d'amusement.

Le succès de la Rafaïc a été d'autant plus étonnant que l'œuvre fut créée à Paris.

Cette exploitation partira de la dernière représentation de la Rafaïc, qui terminera sa gloire samedi le 20 mai au matin.

L'œuvre illustrée de M. Henry Bernat aura été jouée 200 fois cette saison, avec des retombées magnifiques, devant des salles entièrement combées.

Son retour au théâtre entraînera avec lui une représentation à Paris.

Les administratives interpellées, Mme Simon, Sogard, Grébillat, Mme Harry, Alcover, Numis, confirment de participer à ce triomphe.

**A L'APOLLO**

Tous les soirs, de 5 h. à 7 h.

**THE DANSANT**

avec les meilleurs orchestres de Paris.

**SARRABO** et ses musiciens argents

LE CLAVERO'S JAZZ-BAND

## POUR SECOURIR LA POLOGNE

## Un comité franco-américain

Un comité franco-américain de secours à la Pologne, constitué à Paris, a pour but d'apporter une aide immédiate aux enfants, femmes, vieillards, de ce voisin et malheureux pays qui se trouvent actuellement dans la plus amère misère.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant chacun 5.000 francs. Les offrandes sont reçues par le secrétaire, M. le due de Vaudreuil, à la banque Morgan-Har-

ris, 14, place Vendôme.

Le comité a pour but de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant chacun 5.000 francs. Les offrandes sont reçues par le secrétaire, M. le due de Vaudreuil, à la banque Morgan-Har-

ris, 14, place Vendôme.

Le comité a pour but de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant chacun 5.000 francs. Les offrandes sont reçues par le secrétaire, M. le due de Vaudreuil, à la banque Morgan-Har-

ris, 14, place Vendôme.

Le comité a pour but de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant chacun 5.000 francs. Les offrandes sont reçues par le secrétaire, M. le due de Vaudreuil, à la banque Morgan-Har-

ris, 14, place Vendôme.

Le comité a pour but de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Formé sous la présidence l'honorable marquis Foch, M. Edward Rosen, président de the Knights of Columbus, et de Mme la comtesse de Silva Ramos, le comité a pour présidents : M. Walter Berry, président de la chambre de commerce américaine ; M. Wladimir Tchitchikoff, le général Poniatowski, Mme Rosalie Weiss, Miss, la comtesse Gabriele Brusnicka, et compte parmi ses membres : nombreux de nombreux personnalités à France, des deux Amériques et de Pologne.

Ses objectifs sont de ramener les plus grandes quantités possibles de vivres, vêtements et provisions de toutes sortes, pour les faire distribuer directement par les soins de ses membres, dans les villes et villages polonois qui sont déjà en souveraineté voisines de l'univers des armées bolcheviques.

Pour réaliser ces vues charitable, le comité a besoin d'assez nombreuses ressources.

Il les sollicite de la liberalité publique, qui peut denier au moins devant tant d'importance.

Ainsi va-t-il sans tarder ouvrir une souscription à laquelle deux généraux cosaillards ont déjà répondu en envoyant

